

DROIT



LES FONDAMENTAUX

Finances publiques de l'État

La LOLF

et le nouveau droit
budgétaire de la France

Joël Mekhantar

À jour de la loi de finances pour 2011

En annexe : le texte complet de la LOLF

hachette
SUPÉRIEUR

Table des matières

CHAPITRE

1

Les grands principes du droit budgétaire..... 7

I. Les notions de finances publiques et de budget..... 7

- A- L'origine des finances publiques modernes..... 7
- B- L'objet des finances publiques : l'étude juridique des budgets publics..... 12

II. Les principes d'élaboration des budgets publics..... 16

- A- Le principe d'annualité..... 16
- B- Le principe d'unité..... 19
- C- Le principe d'universalité..... 21
- D- Le principe de spécialité..... 22
- E- Le principe de sincérité..... 24

III. L'exécution des budgets publics et le principe de séparation des ordonnateurs et des comptables..... 25

- A- La signification du principe..... 25
- B- Les exceptions au principe..... 29

CHAPITRE

2

Le contenu des lois de finances..... 32

I. La loi de finances : notion et contenu..... 32

- A- Les différentes catégories de lois de finances..... 32
- B- Le contenu de la loi de finances de l'année..... 35

II. Les documents budgétaires..... 42

- A- Les documents budgétaires soumis au Parlement..... 43
- B- Les documents budgétaires complémentaires des ministères..... 49
- C- Les documents prévus par la nouvelle loi organique..... 50

III. La structure budgétaire..... 51

- A- Les lignes budgétaires..... 51
- B- Les soldes budgétaires..... 54

CHAPITRE

3

La préparation du projet de loi de finances	57
I. Les acteurs de la préparation du projet de loi de finances	57
A – Les règles de compétence	57
B – Le rôle déterminant du ministère des Finances	59
II. L'évaluation des masses budgétaires de l'État	60
A – L'évaluation des dépenses	61
B – L'évaluation des recettes	70
III. Le calendrier de la préparation du projet de loi de finances	73
A – La stratégie d'ensemble et le cadrage des perspectives budgétaires (janvier à février)	74
B – L'instruction des demandes de crédits et les conférences budgétaires (février à mars)	77
C – Les réunions de restitution et la détermination des plafonds par ministère (avril à juin)	78
D – La finalisation du projet dans l'optique des projets annuels de performance (juin à septembre)	79
E – L'examen par le Conseil d'État et le Conseil des ministres	81

CHAPITRE

4

L'adoption de la loi de finances	82
I. Les caractères généraux de la procédure budgétaire	82
A – L'encadrement strict des délais de vote et de lecture	82
B – L'organisation de la discussion budgétaire	86
II. La limitation du pouvoir du Parlement	91
A – Les limitations tenant au contenu du budget	91
B – Les limitations relatives à la procédure budgétaire	94
III. Le contrôle de constitutionnalité des lois de finances	100
A – Le développement de la jurisprudence constitutionnelle budgétaire	100
B – L'inconstitutionnalité de la loi de finances	102

CHAPITRE

5

La mise en œuvre de l'autorisation budgétaire	105
I. Les crédits ouverts par les lois de finances	105
A – Les deux grandes catégories juridiques de crédits	105
B – Le régime juridique des crédits	106
II. La mise en œuvre de l'autorisation budgétaire dans l'espace	109
A – La répartition des crédits entre les ministères	110
B – La ventilation des crédits au sein de chaque ministère	112

III. La mise en œuvre de l'autorisation budgétaire dans le temps	118
A - Les modifications de la ventilation de l'autorisation budgétaire.....	118
B - Les modifications du montant de l'autorisation budgétaire.....	121

CHAPITRE 6

L'exécution du budget et la gestion financière de l'État.....

127

I. Les opérations d'exécution du budget	127
A - Les ordonnateurs et les comptables de l'État.....	128
B - Les opérations relatives aux recettes de l'État.....	132
C - Les opérations relatives aux dépenses de l'État.....	136
II. La comptabilité de l'État	142
A - La comptabilité générale de l'État.....	143
B - La nomenclature comptable.....	148
III. Le Trésor et la gestion des finances de l'État	150
A - Les besoins de financement de l'État.....	150
B - Les modes de financement par le Trésor.....	154

CHAPITRE 7

Les contrôles des finances de l'État.....

161

I. Le contrôle exercé par les administrations	161
A - Les contrôles administratifs internes.....	161
B - Les corps d'inspection et le comité interministériel d'audit des programmes.....	167
II. Le contrôle exercé par les juridictions	169
A - La Cour des comptes.....	169
B - La Cour de discipline budgétaire et financière.....	176
III. Le contrôle exercé par le Parlement	179
A - Le contrôle parlementaire en cours d'exécution de la loi de finances.....	179
B - Le contrôle parlementaire <i>a posteriori</i>	180

Annexes	188
I - La LOLF (loi organique relative aux lois de finances).....	188
II - La loi de finance pour 2011.....	209
III - Le projet de révision constitutionnelle sur l'équilibre des finances publiques.....	226
Conseils bibliographiques	231
Index alphabétique	237